ÉCONOMIE

Programme, conseils, bibliographie

Public concerné

Les candidats doivent estimer individuellement s'ils ont le niveau correspondant à la maîtrise des programmes de Licence 2 de sciences économiques, de fin de deuxième année d'AES, ainsi que d'autres formations à caractère économique de type Bac +2 (DUT, BTS).

Programme

- Les grandes fonctions économiques (production, répartition, dépense) en économie ouverte.
- L'évolution des structures économiques et l'organisation de la production.
- Le progrès technique et l'innovation.
- Les stratégies d'entreprise, la concentration et la concurrence sur les marchés.
- L'économie monétaire et financière : la monnaie, les banques, les systèmes financiers et la politique monétaire.
- Le rôle de l'État : objectifs et instruments de politique économique.
- L'intégration européenne.
- Les grands courants de la pensée économique.
- L'histoire économique de 1945 à nos jours : les grandes tendances.

Conseils de préparation

L'esprit de l'épreuve consiste à :

- Vérifier l'acquisition personnelle de connaissances en économie sur les thèmes mis au programme.
- Vérifier la capacité à exploiter un dossier documentaire. Celui-ci donne des pistes de réflexion à expliciter et à compléter. Rappelons aux candidats qu'il est inutile de recopier ou de paraphraser les documents : les correcteurs ne sont pas dupes et cela n'apporte rien. Les documents présentés servent à aider les candidats à mobiliser rapidement des arguments : ce n'est qu'un éclairage partiel. Il faut utiliser ses connaissances personnelles et ne pas nécessairement adhérer aux positions présentées dans les documents.
- Faire la preuve d'une capacité à présenter de façon logique et organisée des informations : il s'agit d'une dissertation. Cela implique un plan organisé autour d'une idée conductrice avec : introduction, parties, sous-parties et conclusion.

Il n'est pas question de livrer en deux heures une somme exhaustive ; il est cependant attendu des candidats une capacité à faire le tour des grandes idées sur la question posée. Précisons qu'il faut concilier les aspects d'analyse économique (mécanismes, théories) et les faits (la préparation à cette épreuve doit intégrer l'acquisition de connaissances minimales sur les grands traits de l'histoire économique depuis 1945 afin de pouvoir traiter convenablement les sujets) : ce n'est ni un exercice de modélisation, ni un descriptif pur et simple ou une accumulation de faits sans référence aux travaux des sciences économiques.

La consultation des annales des années précédentes, sur le site Internet du concours « Passerelle », est vivement recommandée pour une bonne compréhension des attentes du jury.

BIBLIOGRAPHIE

La base de la préparation doit être l'utilisation par les candidats des cours d'économie dont ils ont déjà bénéficié au cours de leurs études en privilégiant les thèmes correspondant au programme.

Ils peuvent compléter leurs connaissances de base en utilisant par exemple :

- L'ouvrage édité chez Nathan sous la direction de C.-D. Echaudemaison, intitulé *L'économie aux concours des grandes écoles* : tout son contenu n'est pas exigible mais il est de qualité. Il permet de se mettre à jour rapidement sur tel ou tel point aussi bien du point de vue de l'analyse que de l'histoire économique.
- Le mensuel *Alternatives économiques* permet de suivre l'actualité à travers des articles et des dossiers de qualité. Il publie chaque année deux hors série, l'un sur l'économie nationale, l'autre sur l'économie mondiale : il y a là un balayage systématique des grands thèmes actuels avec des synthèses et des mises en perspective historique.
- La consultation des numéros des *Cahiers français* à La Documentation française permet de lire quelques articles synthétiques très intéressants.

ÉCONOMIE

DURÉE : 2 HEURES.

SUJET

LA POLITIQUE MONÉTAIRE EST-ELLE EFFICACE POUR RÉGULER LA CONJONCTURE ?

Vous répondrez selon un plan logique et clair, en utilisant à la fois vos connaissances personnelles (tant du point de vue de l'analyse économique que de celui des faits) et les informations données par le dossier.
Les documents sont présentés dans un ordre quelconque ; ils ne donnent que quelques pistes. Les paraphraser est inutile.

DOSSIER DOCUMENTAIRE

DOCUMENT 1

Depuis l'été 2007, les banques centrales des pays industrialisés sont intervenues de façon constante pour contrer les effets négatifs de la crise financière sur le fonctionnement du système bancaire et financier et pour faire redémarrer la croissance. Dans un premier temps, les taux directeurs ont été considérablement abaissés et maintenus ensuite à un niveau proche de zéro. Dans un deuxième temps, à partir du début de l'année 2009, les banques centrales ont mis en œuvre des mesures dites non conventionnelles. […]. Néanmoins, trois ans après le creux d'activité observé aux Etats-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni, force est de constater que la reprise n'est pas au rendez-vous ; le chômage se maintient partout à un niveau élevé. En Europe, une nouvelle récession menace.

Source : C. Blot, C. Mathieu et C. Rifflart, *La politique monétaire est-elle devenue inefficace ?*, Le blog, OFCE, 12 novembre 2012

DOCUMENT 2

Keynes va attribuer un rôle très précis à la politique monétaire. Sur le court terme, elle constitue un outil de régulation conjoncturelle lors de phases passagères de ralentissement ou de surchauffe ponctuels de l'économie. Elle permet au gouvernement d'inverser la tendance dans le premier cas par une expansion monétaire qui facilitera l'investissement […]. De plus, une politique monétaire expansive constitue un complément utile à la politique budgétaire en neutralisant l'effet d'éviction. Par contre, si la crise économique est trop profonde, la politique monétaire sera

inefficace car elle butera à la fois sur la trappe à la liquidité et sur l'inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt. Dans ce cas, Keynes marque une préférence très nette pour une action directe sur la demande *via* les dépenses publiques, c'est-à-dire pour la politique budgétaire.

Source : J-L. Bailly, *Économie monétaire et financière*,
Éditions Bréal, Collection Grand Amphi, 2006

DOCUMENT 3

La crise déclenchée en 2008 a montré les limites de ces instruments conventionnels pour assurer la stabilité du système financier menacé à l'époque par un effondrement généralisé.
La baisse massive des taux d'intérêt directeurs jusqu'à 1 % et les opérations d'open market n'ont pas suffi à rétablir la situation du marché monétaire interbancaire complètement bloquée. La Banque centrale européenne, comme, à l'époque, les autres banques centrales, ont mis en œuvre des mesures exceptionnelles qualifiées de non conventionnelles […]
Ces opérations n'ont pas vocation à devenir permanentes. D'une part, si elles s'attaquent aux crises de liquidité des banques, elles ne traitent pas les problèmes de solvabilité.

Source : I.E.F.P., *Politique monétaire*,
La finance pour tous.com, 21/02/2012

DOCUMENT 4

Les monétaristes accusent une brutale restriction monétaire de la Fed d'avoir aggravé la crise de 1929 et d'avoir conduit à la grande récession. Ce qui est compris comme une justification à la baisse des taux d'intérêt pour relancer l'économie. Or, le monétarisme conclut plutôt à l'effet perturbateur d'une politique monétaire dirigiste. Il prône une croissance continue et modérée de la masse monétaire, afin de ne pas perturber l'économie. Il y a donc une contradiction entre la politique de pilotage de l'économie par la monnaie et le monétarisme.
Après le déclenchement de la crise, c'est toujours la même politique économique qui est menée. Les banques centrales soutiennent l'économie par la création monétaire. La dépense publique augmente. La réglementation financière garde la même philosophie dirigiste. Les politiciens appellent en Europe à la création d'eurobonds, en vue d'accroître encore la dépense publique. La politique d'assainissement se met en place bien timidement. Elle est nommée « austérité », tandis que la politique d'expansion monétaire est nommée « politique de croissance ».

Source : V. Vodarevski, *La politique économique avant et pendant la crise*,
Contrepoints.org, 12/09/2012